

# Le plan du PTB pour transformer Elicio en Entreprise Démocratique Publique et en faire un acteur majeur dans la production d'énergie renouvelable

*Damien Robert, président du PTB en province de Liège  
et administrateur de Enodia.*

*Germain Mugemangango, chef de groupe PTB au Parlement  
wallon*

L'indignation face au scandale créé par la vente des filiales de Nethys (VOO, Win et Elicio) et la pression mise sur les partis traditionnels a permis de remettre en question tous les deals mafieux organisés par Stéphane Moreau et ses acolytes. Le combat pour récupérer la totalité de ces biens publics reste néanmoins entier. Car les scénarios de vente des filiales au privé continuent d'être sur la table des partis traditionnels.

Pour le PTB, nous sommes face à une opportunité historique pour transformer Elicio, Voo et Win en trois entreprises démocratiques publiques modernes, à la pointe dans leur secteur et au service des citoyens et de l'intérêt général.

Elicio, en particulier, peut jouer un rôle majeur pour répondre à l'urgence climatique, assurer notre transition énergétique et réduire la facture d'énergie des ménages. Elle est aujourd'hui, certainement, la société publique la plus importante dans le domaine de l'énergie renouvelable en Belgique. Cette société produit de l'électricité pour plus de 500 000 ménages avec uniquement l'énergie éolienne. L'enjeu est donc de taille.

Il faut donc pour le PTB refuser toute privatisation, transformer la sa Elicio en l'EDP Elicio (l'Entreprise Démocratique Publique Elicio) et déployer de manière coordonnée et

organisée l'EDP Elicio pour en faire un acteur majeur de la production d'énergie renouvelable de demain.

### **Comment fonctionne Elicio actuellement ?**

Notre objectif est de donner un nouveau statut à Elicio. Comme Voo et Win, cette société est caractérisée par les éléments suivants :

- elle est propriété publique mais elle a le statut d'une société anonyme
- c'est une filiale de Nethys, une autre société anonyme, qui est elle même filiale de Finanpart, une autre société anonyme qui est la filiale d'une intercommunale, Enodia, qui est la propriété de la province de Liège et de 76 communes (essentiellement liégeoises).

Cette organisation entraîne un manque de transparence et une quasi absence de contrôle public. La preuve en est que ces sociétés ont été vendues sans que la maison mère n'en ait été au courant. Elles sont gérées par des administrateurs qui représentent des intérêts privés. Cela pousse ces entreprises à fonctionner comme n'importe quelle autre société anonyme et à oublier leurs missions d'intérêt général. Cela pousse aussi, à juste titre, au rejet par la population de ce genre de modèle de société publique.

### **Un nouveau modèle de société publique : l'EDP - Entreprise Démocratique Publique**

Nous voulons partir du cas d'Elicio pour lancer un nouveau concept de société publique : les Entreprises Démocratiques Publiques.



edp  
Entreprise Démocratique Publique

Ces EDP sont des entreprises publiques, démocratiques, transparentes et visent à remplir des missions de service public de qualité.

Ce ne sont donc pas des entreprises privées. Ce ne sont pas non plus des entreprises publiques qui ont le statut de société anonyme ni des sociétés publiques « autonomes » qui échappent au contrôle démocratique.

Chaque EDP a sa propre spécificité, son propre objet social et sa propre finalité. Mais elles ont toutes un point commun : être des modèles au niveau de la transparence et du contrôle démocratique.

La composition de leur conseil d'administration doit refléter les intérêts publics et garantir le contrôle démocratique. Il y a quatre types d'administrateurs : les représentants des actionnaires publics, les représentants des associations d'usagers et de consommateurs, les représentants des travailleurs (organisations syndicales) et des citoyens qui sont directement élus pour siéger au CA. Ces derniers sont élus, par circonscription, sur base de la superficie de la zone dans laquelle cette EDP exerce sa mission.

<b>Qui sont les membres du conseil d'administration d'une EDP ?</b>	
Représentants des actionnaires publics	Désignés par les actionnaires publics
Représentants des usagers et des consommateurs	Désignés par les associations d'usagers et de consommateurs
Représentants des travailleurs	Désignés par les organisations syndicales
Des citoyens	Directement élus

La transparence et la publicité des documents, des séances, des interventions, est forte : les rapports du conseil d'administration se trouvent en accès libre sur le site internet, les séances sont retransmises en direct à la télévision et sur internet.

Tous les citoyens, qui sont de facto à la fois usagers et contributeurs, ont le droit d'intervenir en séance.

### **S'inspirer de la société municipale de Sacramento**

Nous voulons construire la gouvernance des EDP sur le modèle du Sacramento Municipal Utility District (SMUD), l'opérateur local des services publics de Sacramento aux États-Unis, qui fournit de l'électricité à plus de 1,4 millions d'habitants.

Les représentants du comité de direction de cette société (le SMUD), au nombre de sept, sont élus directement par les habitants de Sacramento, tous les quatre ans. Les

candidats envoient une courte biographie et trois priorités. Les utilisateurs reçoivent un bulletin de vote à domicile ou votent par Internet.

## Le PTB veut transformer la sa Elicio en l'EDP Elicio

C'est cette entreprise que Stéphane Moreau et François Fornieri avaient tenté de racheter pour la somme dérisoire de 2 euros. Maintenant que cette tentative a avorté et qu'Elicio est resté dans les mains des actionnaires publics, les cartes sont rebattues.

Certains continuent à avancer l'idée d'une privatisation pure et simple. Mais, notamment suite aux protestations du PTB, cette idée est de plus en plus contestée. Cela amène d'autres à défendre l'idée d'un rachat par la Société Régionale d'Investissement de Wallonie (la SRIW), soutenue par des industriels privés. Le PTB s'oppose résolument à cette option car elle s'apparente à une privatisation avec le soutien d'argent public.

Il faut profiter de la situation dans laquelle se trouve Elicio pour en faire un acteur public majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. Pour cela, il faut transformer la sa Elicio en une EDP Elicio, une Entreprise Démocratique Publique spécialisée dans l'énergie renouvelable : une société publique d'avenir qui permettra d'assurer la transition énergétique et de baisser les factures d'électricité des ménages en Belgique.



C'est d'autant plus faisable qu'Elicio :

1° dispose d'un patrimoine exceptionnel,

2° en particulier dans l'éolien offshore, qui est dans les faits le seul domaine dans lequel la Belgique peut afficher de bons résultats en terme de production d'énergie renouvelable, et

3° est en plus une véritable poule aux oeufs d'or.

## Elicio aujourd'hui dispose d'un patrimoine exceptionnel

Elicio est spécialisée, comme son nom l'indique, dans la production d'énergie éolienne terrestre (onshore) et surtout maritime (offshore). Dans le secteur maritime, Elicio est actuellement actionnaire de trois parcs d'éoliennes en mer du Nord. Il est l'actionnaire principal (50%) dans le parc Norther, le dernier parc d'éoliennes maritimes construit, qui produit une capacité totale de 370 MW.

L'entreprise est également actionnaire dans la société d'investissement Otary, qui est le principal actionnaire du parc offshore Rentel (capacité 309 MW) et du futur parc Seamade (capacité 487 MW prévue pour 2020). Dans ces deux derniers parcs, elle est actionnaire directement à hauteur de 12,5 % mais elle y détient aussi des parts de façon indirecte, soit via la SOCOFE (une société de financement dont la maison mère d'Enodia est actionnaire à plus de 65 %), soit via la SRIW (dont SOCOFE est un actionnaire minoritaire), soit via Power@sea, une autre société actionnaire d'Otary dont Socofe est également actionnaire minoritaire.

Elicio possède encore 39 éoliennes onshore en Belgique (surtout en Flandre), 69 éoliennes en France (surtout en Bretagne) et 25 éoliennes en Serbie.

## Les actifs d'Elicio

Quoi ?	Où ?	Nombre éoliennes	Capacité totale	% de propriété	Niveau de réalisation	Ménages fournis total	Ménages fournis Elicio
Eolien offshore	Mer du Nord (Belgique) - Norther	44	370 MW	50 %	Terminé	400 000	200 000
Eolien offshore	Mer du Nord (Belgique) - Rentel	49	302 MW	21,50%	En phase avancée (fini en 2020)	300 000	64 500
Eolien offshore	Mer du Nord (Belgique) - Seamade	58	487 MW	15 %	En phase avancée (fini en 2020)	485 000	72 750
Eolien offshore	Mer du Nord (France) - Dunkerque	Inconnu	600 MW	Inconnu	Projet	600 000	Inconnu
Eolien offshore	Manche (Ecosse)	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Projet	Inconnu	Inconnu
Eolien onshore	Belgique	39	57 MW	90 % (moy.)	Terminé	45 000	40 500

Eolien onshore	France	69	100 MW	90 % (moy.)	Terminé	65 000	58 500
Eolien onshore	Serbie	25	50 MW	100 %	Terminé	36 000	36 000
Eolien onshore	Kenya	Inconnu	90 MW	55 %	Projet	180 000	99 000
Eolien onshore	Belgique	Inconnu	20 MW	50 %	Projet	6000	3000
Eolien onshore	France	Inconnu	26 MW	100 %	Projet	16 500	16 500

C'est donc, en tout, 476 750 ménages qui seront approvisionnés par l'énergie renouvelable produite par les éoliennes onshore et offshore appartenant à Elicio via ses participations directes ou indirectes en 2020.

### **L'éolien offshore : la seule énergie renouvelable où la Belgique excelle**

Ce patrimoine public est incontestablement un des axes principaux d'une politique énergétique du futur. Car, la construction d'éoliennes en mer (ce qu'on appelle offshore) est sans doute le seul domaine dans lequel la Belgique excelle dans la transition vers des énergies renouvelables. Malgré la dimension très réduite de la zone territoriale en mer du Nord, nous sommes cinquième au niveau mondial en capacité des éoliennes offshore.

La technologie de l'énergie éolienne en mer s'est développée à la vitesse de l'éclair : alors qu'une éolienne de 3 MW était la norme en 2009, des éoliennes de 9 MW sont installées en mer du Nord belge cette année. Bientôt, une éolienne de 12 MW commencera sa phase de test en mer. La construction de parcs éoliens offshore est aujourd'hui quatre fois plus rapide qu'il y a dix ans. De ce fait, le coût de l'éolien en mer a rapidement diminué ces dernières années. L'éolien offshore est ainsi devenu l'une des technologies énergétiques les plus compétitives.

La capacité des éoliennes offshore belges devrait atteindre plus de 2 gigawatt (GW) en 2020, pour être étendue rapidement par la suite vers 4 GW. Pour donner une idée de ce que cela représente, il faut rappeler que le pic de demande d'électricité, c'est-à-dire la capacité maximale qu'il faut atteindre pendant les jours les plus noirs et les plus froids, tourne autour des 12 GW. Les centrales nucléaires peuvent en fournir pour l'instant environ 6 GW et sont vouées à fermer au plus tard en 2025. C'est dire qu'avec sa capacité potentielle de 4 GW, l'offshore occupe une place extrêmement importante dans le cadre de la transition énergétique.

D'autant qu'une nouvelle zone pour l'installation de futurs parcs offshore vient d'être autorisée. Selon les estimations de la Belgian Offshore Platform, il y aurait de la place

pour produire 2 000 mégawatts d'électricité supplémentaires, soit le double de la performance de la zone actuelle et donc potentiellement 20% de la consommation belge d'ici 2024. Une étude annonce une capacité pouvant aller jusqu'à un maximum de 16,8 GW dans l'espace maritime belge<sup>1</sup>.

## Elicio est une poule aux oeufs d'or

Tout investissement dans les énergies renouvelables est fortement subsidié, que ce soit l'offshore, l'onshore ou les photovoltaïques. Pour l'offshore, le producteur reçoit un subside qui lui permet de récupérer l'investissement en plus du prix de production et de maintenance et qui lui promet un bénéfice royal pendant une période de 19 ou 20 ans. Ce subside est intégré dans les prix de distribution de l'électricité que nous payons tous.

Le subside attribué pour les concessions Norther et Rentel, les parcs éoliens maritimes en activité appartenant à Elicio, est particulièrement avantageux. Une négociation entre les pouvoirs publics et les titulaires de concessions domaniales individuelles a abouti à un subside de respectivement 129,8 et 124 euros par MWh, pendant une période de 19 ans. Le prix de production des éoliennes descend très vite, de sorte que le système de soutien pour les dernières concessions, celles de Northwester 2, Mermaid et Seastar (Seamaid) a déjà été revu. Le subside a été abaissé à 79 euros par MWh et la période de soutien a été fixée à 17 ans. Les conditions dont bénéficient les éoliennes de Elicio garantissent donc un retour sur investissement rapide et de gros profits.

Comparée aux autres entreprises actives dans le secteur en Belgique, Elicio est donc une véritable poule aux oeufs d'or.

Comparaison et évolution des subsides dans le secteur offshore par MWh	
Norther (Belgique)	129,80 €
Rentel (Belgique)	124,00 €
Seamade (Belgique)	79,00 €
Offshore anglais	65,00 €
Projet Shell/Eneco (Pays-Bas)	54,50 €
Projet Dong energy / Vattenfall (Danemark)	49,90 €
Prévisions pour la Belgique en 2030 selon Energy Union Choices	40,00 €

<sup>1</sup>Backcasting2050 - <https://energie.wallonie.be/servlet/Repository/130419-backcasting-finalreport.pdf?ID=28161>



## **Par l'investissement public, convertir l'échec du développement de l'énergie renouvelable en succès**

La position de Elicio dans les énergies renouvelables pose un débat fondamental : qui va déterminer nos choix énergétiques de demain et donc la réussite ou non de la transition énergétique dont nous avons besoin : le public ou le privé ?

Aujourd'hui, c'est le privé qui domine. Le rôle du public est tout au plus un instrument de subventions et d'allègement fiscal pour les entreprises privées, faisant confiance au marché pour qu'il s'acquitte de nouveaux investissements nécessaires à la transition climatique. L'Etat se porte garant pour absorber les risques et assurer les rendements futurs. Et au final, la décision d'investir dans la production d'énergie (et donc, de facto, dans la transition énergétique via les énergies renouvelables) appartient aux détenteurs du capital et les bénéfices reviennent aux actionnaires. Tout au plus, on permet aux pouvoirs publics d'investir pour combler des lacunes, par exemple pour des projets risqués, pour lesquels le financement est difficile, ...

Cette politique a clairement ses limites. En matière écologique, cette politique de subsides pousse aux investissements publics uniquement dans les secteurs où les technologies ne sont pas encore au point, comme c'était le cas dans le secteur éolien il y a quelques temps. Or, nous arrivons à un stade où les technologies ont évolué de façon telle que le coût de production du KWH est en forte baisse. Aux Pays-Bas, en France ou en Allemagne, les pouvoirs publics sont en train de diminuer voire d'abandonner le mécanisme de subsides à ce secteur.

Si on laisse faire, ce secteur sera donc soumis à la seule logique du profit et du marché. Ce ne sera pas l'intérêt général et écologique mais bien le cours de la bourse du marché de prix de gros de l'électricité (Capex), aux mains des producteurs privés, qui déterminera la production d'énergie renouvelable. Il n'y aura donc pas de politique volontariste publique pour garantir des investissements publics massifs dans ce secteur.

Il y a pourtant urgence. Le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux précédents se sont tous mis d'accord sur un Pacte Énergétique qui limite la réduction d'émissions de gaz à effet de serre à 35% en 2030. Cela place la Belgique en une mauvaise 15ème place dans 28 pays de l'Union européenne en termes d'ambition climatique. Mais, même cet objectif, la Belgique n'est pas en passe de l'atteindre. La Commission européenne a averti début mars 2019 qu'à politique inchangée, notre pays atteindrait seulement une réduction de 15% en 2030. Même la nouvelle commission européenne se prononce aujourd'hui pour hausser l'objectif de réduction dans l'UE de 40 % vers 55 % en 2030.

La Belgique est à la traîne. Selon Eurostat, en 2017, la Belgique atteignait à peine un petit 9 % d'énergie renouvelable dans l'ensemble de l'énergie consommée. Elle était malheureusement bien installée dans le bas du tableau européen...



Il faut une vision d'ensemble pour une transition urgente, dont les experts du GIEC ont fixé le délai maximal à 12 ans pour respecter l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. C'est dire qu'il faut des investissements massifs dès aujourd'hui, à un rythme de 10 milliards supplémentaires par an jusqu'en 2030.

Bien sûr que le privé fera tout pour investir par-ci par-là dans la transition écologique, à condition que ce soit rentable. Pour l'instant, cela veut dire surtout sucer au maximum les subsides garantis par les autorités publiques. Cette vision d'ensemble, le marché et « sa main invisible » sont incapables de la fournir. Avec des intérêts dispersés, dépendants du marché et du profit privé, on ne construit pas une politique de transition cohérente, on ne répond nullement à l'urgence et à la nécessité de vision globale.

Si le marché continue à dicter sa loi, il n'y aura donc pas de transition énergétique en Belgique.

Il faut donc repenser autrement la production d'énergie renouvelable. Les pouvoirs publics possèdent tous les éléments qui font défaut aux investisseurs privés pour permettre ces investissements massifs et rapides.

Les avantages d'une politique publique dans la production d'énergie renouvelable :

1. Les investissements nécessaires ne sont pas directement conditionnés par la recherche du profit. Ils sont donc moins dépendants de la logique du marché.
2. Les investissements peuvent partir d'une vision d'ensemble, être commandés par une logique de long terme et être réalisés de façon organisée et coordonnée.
3. Ces investissements peuvent bénéficier de taux d'intérêts avantageux et bénéficient donc d'une garantie d'approvisionnement en capitaux.

---

## **Le plan de développement de Elicio comme Entreprise Démocratique Publique spécialisée dans l'énergie renouvelable**

### **1. Empêcher la privatisation**

La non privatisation n'est pas encore un fait acquis. Les « mains invisibles » qui ont encouragé à la privatisation d'Elicio sont toujours à l'oeuvre. Maintenant que l'entreprise est de nouveau dans les mains de son actionnaire public, rien ne dit qu'elle ne va pas être privatisée à nouveau.

Il faut d'urgence un débat dans le conseil d'administration d'Enodia, dans les conseils communaux des communes actionnaires et dans le Parlement wallon pour maintenir Elicio dans les mains de ses actionnaires publics.

## 2. S'inspirer de Munich

Il y a actuellement, en Europe mais aussi dans d'autres régions du monde, un vaste courant qui se développe pour pousser les pouvoirs publics à reprendre la main sur la production d'énergie et à diriger la transition énergétique. L'Allemagne est un de ces pays. Avec la fin du nucléaire, et face au monopole des grands producteurs privés, dans la première décennie du 21ème siècle, un vaste courant s'est développé dans la population pour réclamer la mainmise des pouvoirs publics sur la production mais aussi la distribution d'électricité, qui avait entre temps échappé au public. Cela a donné lieu à un phénomène qui a fini par être baptisé de « remunicipalisation ». Des communes et des régions ont repris la main sur la production et la distribution d'énergie et ont orienté leurs investissements vers le renouvelable.

### **La société publique de Munich « Stadtwerke München » (SWM)**

Un exemple assez abouti est celui de la ville de Munich. La capitale bavaroise est la troisième ville d'Allemagne, compte plus d'un million et demie d'habitants et, avec la fin du nucléaire, a décidé de prendre en charge son indépendance énergétique en développant depuis 2007 son propre service public d'approvisionnement en énergie. « Aujourd'hui, la totalité de l'approvisionnement en énergie est entre les mains d'un oligopole de géants de l'énergie privés. Ils investissent à contrecœur dans les énergies renouvelables. Si vous voulez construire une économie durable, vous devez vous débarrasser de la maximisation des profits à court terme », déclarait le maire Dieter Reiter.

En 12 ans, la société publique locale "Stadtwerke München" (SWM) a mis en place sa propre chaîne de production d'énergies renouvelables comprenant 24 installations photovoltaïques, 14 centrales hydroélectriques, une installation de cogénération avec des copeaux de bois, une installation de valorisation du biogaz, cinq installations géothermiques (deux pour la production de chaleur pure) et une centrale éolienne. La SWM a acquis des participations dans de nombreux projets de production d'énergie renouvelable, y compris en éolien offshore et dans l'énergie solaire, au sud de l'Europe.

Quels sont les résultats obtenus ? Munich est devenue une ville pionnière de la transition durable. La société munichoise prévoit qu'en 2021, elle disposera d'une capacité d'énergie renouvelable sous sa propre supervision pour 70% de la population urbaine, ce qui correspond aux besoins de tous les ménages et aux transports en commun électriques.

Bien entendu, des investissements substantiels ont été réalisés. La SWM a déployé un budget de 9 milliards d'euros depuis 2008. Cela n'a été rendu possible que par l'existence d'une volonté politique qui a créé cette société publique, qui a abandonné les mécanismes du marché pour financer la production verte et qui a pu compter sur le soutien de la banque publique d'investissement KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau) pour y arriver.

### 3. Investir pour faire de l'EDP Elicio un acteur majeur de l'énergie renouvelable en Belgique

Pour être à la hauteur du défi climatique, il faudra bien entendu que l'EDP Elicio continue à grandir. Il faudra investir, de façon ordonnée, pour qu'elle continue à augmenter drastiquement sa capacité de production d'énergie éolienne, notamment en mer du Nord, qui permettra de renforcer considérablement la production d'énergie renouvelable en Belgique.

Dans le même temps, il faut donner à l'EDP Elicio les moyens financiers de développer d'autres projets en matière de renouvelable, comme l'installation en tiers payant de panneaux solaires sur les bâtiments publics, les écoles ou les parcs de logements sociaux.

Enfin, Elicio doit travailler en collaboration avec Resa (une autre filiale d'Enodia) pour les investissements publics dans le secteur de l'hydrogène pour résoudre le problème du stockage de l'énergie.

Il faut donc pouvoir garantir qu'Elicio puisse mener une politique d'investissement conséquente. C'est tout à fait possible.

---

#### Quel plan de financement pour l'EDP Elicio ?

Le coeur du plan de développement de l'EDP Elicio se trouve dans les sociétés d'investissements publiques locales et wallonnes ainsi que dans la mise sur pied d'une banque de financement publique. Ce plan fonctionnerait par phases.

#### Phase 1 : un soutien coordonné des sociétés d'investissements publiques locales et régionales

Dans cette première phase, l'EDP Elicio pourrait recevoir un financement spécial, avec taux d'intérêt avantageux, des sociétés d'investissements publiques existantes, pour **doubler** sa production.

Pour se faire, EDP Elicio peut compter sur le fonds d'investissement public Publipart, sur la société d'investissement publique locale Socofe, sur Ogeo Fund, le fonds de pension d'Enodia et sur les nombreuses intercommunales de la province de Liège. Enfin, EDP Elicio pourrait aussi compter sur la SRIW (société régionale d'investissement wallonne).

**Publipart** est aujourd'hui un fonds d'investissement 100 % public qui possède pour 105 millions d'euros d'actifs et qui investit, notamment, en bourse. Il pourrait à la place

tout à fait se concentrer sur les investissements en énergie renouvelable et donc prêter à Elicio, à des taux avantageux, pour que cette dernière puisse procéder à ses investissements stratégiques. C'est d'autant plus envisageable qu'Enodia est l'actionnaire principal de Publipart via sa filiale Publilec et via ses participations dans la Socofe (qui est actionnaire minoritaire de Publipart).

La **Socofe** est une société d'investissement 100 % publique (propriété essentiellement d'intercommunales) qui possède pour 857 millions d'euros d'actifs. Elle est déjà active dans le financement du secteur d'énergie renouvelable public, essentiellement par la prise de participations. Elle pourrait tout à fait soutenir l'EDP Elicio en lui prêtant, à des taux avantageux, pour que cette dernière puisse procéder aux investissements stratégiques. Ce soutien est d'autant plus envisageable que Enodia est son actionnaire majoritaire via Nethys mais aussi via son autre filiale NEB Participations.

**Ogeo Fund** est le fonds de pension d'Enodia et de nombreuses intercommunales liégeoises. C'est un fonds de pension qui gère donc l'argent des travailleurs d'entreprises publiques en l'investissant. Il gère 1 milliard et 96 millions d'euros d'actifs. Ces investissements actuels sont fort critiquables : presque 40 % des actifs sont investis dans l'achat d'obligations d'Etat, 30 % sont investis en bourse et plus de 20 % dans l'immobilier. Les investissements dans l'immobilier de luxe, par exemple, à Anvers et au Canada, ont été dénoncés ces dernières années. Ogeo Fund pourrait tout à fait permettre à l'EDP Elicio de procéder aux investissements stratégiques en lui prêtant les fonds nécessaires à des taux avantageux. Cela permettrait aussi à Ogeo Fund de se recentrer sur des investissements qui cadrent avec l'intérêt général et qui servent la collectivité.

Enfin, il y a la **SRIW**, avec sa filiale SRIW ENVIRONNEMENT (dont elle est l'actionnaire majoritaire), qui est, contrairement aux autres, une société régionale. Elle possède 150 millions d'euros d'actifs. Ces actifs sont mobilisés dans le soutien à la production d'énergie renouvelable, y compris déjà en partenariat avec Elicio. SRIW est déjà actif dans le secteur éolien via les prises de participations dans des sociétés privées et publiques du secteur. Mais aussi via les prêts aux entreprises. Ce soutien est d'autant plus envisageable que la Socofe (dont Enodia est l'actionnaire principal) est un actionnaire important de la SRIW Environnement.

## **Phase 2 : le financement structurel par une banque de financement publique fédérale**

Dans une deuxième phase, le financement central viendrait d'une banque de financement publique fédérale qui serait créée dans la phase 1. Avec cette banque, Elicio pourrait à nouveau investir massivement dans la construction de nouveaux parcs éoliens terrestres et maritimes pour **tripler** sa production.

Augmenter drastiquement la production d'électricité renouvelable à l'échelle nationale nécessitera des fonds sans précédents. Il faut donc développer un outil spécifique pour stimuler dans tout le pays, via de multiples nouvelles entreprises démocratiques

publiques, les investissements nécessaires à cette transformation de notre économie. Or, aujourd'hui, ces investissements sont en berne. C'est pourquoi le PTB veut mettre sur pied, en plus des Entreprises Démocratiques Publiques du renouvelable, une société publique d'investissement au niveau fédéral qui finance, notamment, ces entreprises.

Après dix ans de stagnation économique et écologique, d'inégalités croissantes et de pauvreté, les choses doivent changer. C'est pourquoi le PTB veut la mise sur pied d'une banque publique d'investissement au niveau fédéral. Une telle banque en Belgique permettrait de lever des obligations assorties d'une garantie de l'État, pour notamment financer les entreprises démocratiques publiques qui guideront la transition durable sous forme de prêts à faible taux d'intérêt ou nuls.

Le capital de départ de cette société serait alimenté par un montant unique de 2 milliards d'euros, prélevé sur la taxe des millionnaires (qui rapporterait 8 milliards annuellement) comme capital de départ de la Banque d'investissement publique. Le reste viendrait des obligations. Les obligations vertes ("OLO vert") constituent une forme particulière d'obligations qui ont une fonction bien définie, à savoir soutenir les investissements durables. Ils ont un statut officiel et ne peuvent être utilisés que pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique (comme l'isolation des maisons), les transports en commun, l'économie circulaire et la biodiversité. Les projets qu'ils financent sont soigneusement sélectionnés. Les emprunts obligataires et les OLO vertes que nous avons à l'esprit ne devraient être utilisés que pour les entreprises publiques.

Il est clair que rien ne s'oppose à la création d'une telle banque de financement publique en Belgique. Sauf la volonté politique. De nouveau, l'exemple de l'Allemagne nous montre que c'est possible.

### **Un autre exemple inspirant venu d'Allemagne : celui de la banque publique KfW**

L'exemple qui nous inspire est celui de la banque d'investissement allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau. C'est une banque publique détenue à 80% par l'État fédéral allemand et à 20% par les Länder.

Comme la Banque centrale européenne, elle est basée à Francfort, mais la similitude s'arrête là. La KfW est un franc-tireur qui doit son rôle particulier à l'ancien plan Marshall. Elle a été créée en 1948. Après la guerre, une banque spéciale pour la reconstruction était nécessaire car les banques privées n'étaient pas prêtes à effectuer des investissements cruciaux et non rentables. La KfW a continué à se développer, même après la période de reprise d'après-guerre. C'est aujourd'hui la troisième plus grande banque en Allemagne. Le capital de la Banque s'élève à 3,750 milliards d'euros et 90% du fonds de fonctionnement est réalisé par l'émission d'obligations sur le marché des capitaux. Ces obligations sont garanties par le gouvernement fédéral, ce qui confère à la Banque une cote de crédit élevée. Le magazine *Global Finance* a placé la KfW Bank au premier rang parmi les 50 banques les plus sûres au monde. Cela permet à la Banque d'attirer des investissements intéressants provenant de fonds, d'assurances et d'épargnants. Cela permet d'accorder des prêts à un taux d'intérêt

inférieur à celui des banques commerciales. Le gouvernement soutient également ce faible taux d'intérêt avec des bonifications d'intérêts.

La KfW se définit comme une banque de développement social et écologique qui, outre les projets allemands, finance également de nombreux projets dans les pays en développement.

Depuis l'Energiewende (fermeture forcée des centrales nucléaires allemandes), l'accent a été davantage mis sur la transition écologique et le financement de projets d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Cela fait de la KfW Bank un levier financier très efficace pour les projets sociaux et verts. La priorité va aux initiatives en matière d'isolation, d'installation de panneaux solaires et d'infrastructures locales, telles que les transports en commun.

---

## Garantir une baisse de la facture d'électricité

La Belgique détient la triste médaille de bronze du pays où l'électricité est la plus chère en Europe.

Ce coût élevé des factures trouve sa source dans trois problèmes : la TVA qui s'établit à 21 %, les coûts de distribution qui sont très élevés comparativement au reste de l'Europe et le coût élevé de la production qui est aussi répercuté sur les factures.

Il y a une réelle précarité énergétique en Belgique, qui est d'ailleurs le dernier de classe en la matière dans la zone de l'Europe du Nord-Ouest. Il est donc pour nous important que la transition énergétique aille de pair avec la baisse des factures.

La logique que nous prônons pour diminuer les prix va à l'encontre du désinvestissement public auquel on a assisté dans le secteur ces dernières années partout en Europe. L'incapacité générale de la libéralisation de l'énergie à réduire les prix de manière manifeste est renforcée par le fait que les prix de l'électricité ont augmenté partout pendant la majeure partie de la période de libéralisation. La Commission européenne souligne qu'en 2014, les ménages aux revenus les plus faibles dans l'UE ont consacré près de 9 % de leurs dépenses totales à l'énergie, soit une hausse de 50 % par rapport à dix ans plus tôt.



## Prix de l'électricité (en € par Kwh) pour le client résidentiel (1er semestre 2019)

2019S1	
GEO	
Allemagne (jusqu'en 1990, an	0,3088
Danemark	0,2984
Belgique	0,2839
Irlande	0,2423
Espagne	0,2403
Italie	0,2301
Chypre	0,2203
Portugal	0,2154
Union européenne - 28 pays	0,2147
Royaume-Uni	0,2122
Pays-Bas	0,2052
Autriche	0,2034
Suède	0,2015
Norvège	0,1867
Luxembourg	0,1798
France	0,1765
Tchéquie	0,1748
Finlande	0,1734
Grèce	0,1650
Slovénie	0,1634
Lettonie	0,1629
Slovaquie	0,1577
Islande	0,1406
Roumanie	0,1358
Estonie	0,1357
Pologne	0,1343
Croatie	0,1321
Malte	0,1305
Lituanie	0,1255
Hongrie	0,1120
Monténégro	0,1032
Bulgarie	0,0997
Moldavie	0,0936
Bosnie-Herzégovine	0,0873
Turquie	0,0847
Géorgie	0,0809
Serbie	0,0706
Kosovo (selon la résolution 12	0,0600
Ukraine	0,0442
Liechtenstein	:
Macédoine du Nord	:

### Que faut-il faire pour diminuer les montants de la facture ?

La facture d'électricité est principalement composée des coûts liés au transport, à la distribution et à la production. Le coût de la production est répercuté sur la facture et c'est la partie principale. Le coût est surtout déterminé par le marché, par le principe de l'offre et de la demande. Les prix de vente sont fixés sur le marché en gros, appelé « capex ». C'est une bourse européenne. Puis les fournisseurs vendent (à un prix qui doit être lié au prix d'achat à la bourse) aux consommateurs sur le marché de détail. Jusqu'il y a peu, la production d'énergie renouvelable coûtait beaucoup plus cher que l'électricité produite à partir d'énergie fossile car l'énergie verte (principalement l'énergie éolienne





Les gens d'abord, pas le profit

offshore) était peu mature et demandait des investissements conséquents pour un rendement faible. Mais avec l'accroissement de la maturité technologique et les progrès acquis dans le secteur en terme de capacité, le rendement est beaucoup plus élevé. Les prix sont donc en forte baisse.

Il y a différentes façons de diminuer le prix de la facture : réduire la TVA, réduire les coûts de distribution ou réduire les coûts de production. L'augmentation de la production d'énergie renouvelable n'a pas d'impact direct sur la taxation ou sur la politique tarifaire des Gestionnaire des Réseaux de Transport ou de Distribution. Par contre, elle peut faire baisser les coûts de production.

En augmentant les investissements pour la production d'énergie renouvelable, le coût de production va encore baisser et la production totale d'énergie va augmenter. Cela va contribuer à supprimer les problèmes de pénurie qui poussent les prix vers le haut. Cela va aussi entraîner les factures à la baisse car les prix demandés par les fournisseurs vont devoir baisser.

---

Bien entendu, cette augmentation de la production d'énergie renouvelable ne sera possible qu'à coups d'investissements publics colossaux qui ne pourront être efficaces qu'avec le développement d'Entreprises Démocratiques Publiques spécialisées dans la production d'énergie renouvelable.

C'est l'ambition du PTB : doter, avec l'EDP Elicio, la Belgique d'un acteur public majeur de production d'énergie renouvelable, qui permet à la fois de répondre au défi climatique et de faire baisser la facture d'énergie des citoyens.

## ANNEXE : Chronologie

Décembre 2016	Éclatement de l'affaire Publifin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- scandale des comités de secteur</li> <li>- scandale des rémunérations du management</li> <li>- Il apparaît publiquement que cette intercommunale est gérée comme une entreprise privée</li> </ul>
Juillet 2017	Rapport final de la commission d'enquête	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La commission demande plus de transparence et de contrôle des actionnaires communaux</li> <li>- Cette même commission demande aussi un renforcement du contrôle public sur les activités de Publifin-Enodia et Nethys.</li> </ul>
Septembre – Décembre 2018	Pression du gouvernement MR-CDH	La Ministre des pouvoirs locaux, Valérie De Bue demande au conseil d'administration d'Enodia de privatiser les « actifs dans le secteur concurrentiel »
Janvier 2019	Conseil d'administration d'Enodia	<p>A la demande du gouvernement MR-cdH et du CA de Nethys, le Conseil d'administration d'Enodia décide de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Faire évoluer Enodia, de telle manière à ne plus détenir de participations majoritaires dans des secteurs concurrentiels »</li> <li>- donner mandat à Nethys pour opérer cette privatisation</li> </ul>
Mai 2019	Conseil d'administration de Nethys	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vente d'Elicio à Ardentia</li> <li>- Vente de Win à Ardentia</li> <li>- Vente de Voo à Providence</li> </ul>
Août - Septembre 2019	Presse	Articles dans la presse expliquant que les filiales sont vendues contre les règles du Code de la démocratie locale et que deux d'entre elles sont vendues à des administrateurs de Nethys.
Septembre 2019	Conseil d'administration d'Enodia et de Nethys	Le conseil d'administration apprend les ventes des filiales à Ardentia et Providence et est mis devant le fait accompli.
Octobre 2019	Gouvernement wallon	Le gouvernement wallon casse les ventes de Elicio, Win et Voo.
Octobre 2019	Nethys	Trois nouveaux administrateurs de Nethys sont désignés : ce sont trois anciens dirigeants de grosses entreprises privées ou d'entreprises publiques qui ont été privatisées

Octobre 2019	Ardentia	Ardentia annonce renoncer au rachat de Elicio et Win.
Octobre 2019	Parquet	Le parquet procède à une vingtaine de perquisitions chez Enodia, Nethys et dans les filiales concernées ainsi qu'aux domiciles des anciens administrateurs de Nethys
Octobre 2019	Presse / Nethys	Un article reprend une source anonyme de Nethys ou d'Enodia qui dit : 'A bonnes sources, il nous revient qu'ils préparent la remise en vente. C'est en effet toujours la demande des actionnaires et du ministre de tutelle, nous explique-t-on, de céder le contrôle ou de vendre en totalité ces trois activités.[...] Et ce n'est qu'au terme de ce processus qu'ils reviendront alors vers leur chaîne de commandements : à savoir Finanpart, puis Enodia, puis le ministre de tutelle pour leur présenter les acheteurs. Ce sera alors à eux à dire si on vend, ou pas, et selon quelles modalités. Mais en toute connaissance de cause. »